

Intervention prévue pour l'AGde l'ECF du 24 octobre 1998, non lue

Sophie Duportail

Guy Briole dans le rapport du Conseil, se déclare satisfait de l'action de celui-ci. Je trouve cette satisfaction stupéfiante. Car, enfin, qu'en est-il concrètement des résultats de cette action depuis un an ? Nous sommes passés, dans l'Ecole, d'une situation dans laquelle, rien n'était parfait bien sûr, mais où tout était encore possible, à une situation dans laquelle un nombre sans cesse plus grand de membres et sympathisants de l'ECF et des ACF perdent confiance et espoir de pouvoir travailler encore ensemble dans l'Ecole. Pour le Conseil, statutairement responsable de la bonne marche de l'Association, je ne vois là aucune raison d'être satisfait. Et ce d'autant moins qu'il me semble que cette dégradation dramatique de la confiance et du lien social dans l'Ecole résulte directement de la politique qu'il a menée, politique constamment crispée, timorée, dépourvue d'imagination. C'est ce que dit d'ailleurs clairement l'énoncé même de la question posée aujourd'hui : "Etes-vous d'accord ou non avec les positions défendues par le Conseil ?" Ce Conseil en effet, dans un moment effervescent, potentiellement créatif, de la vie de notre Association, n'a rien fait d'autre que "défendre" ses "positions". C'est une attitude foncièrement réactionnaire.

Il aurait fallu, au contraire, et il aurait été possible d'accepter de se remettre en question, d'ouvrir authentiquement le débat, d'accueillir les questions fondamentales, d'entendre les critiques, bref, de bouger. Jamais le Conseil n'a pris une seule décision claire qui aurait indiqué, sans ambiguïté, sa volonté d'ouverture à un débat constructif.

Quelques exemples :

- Rejet médisant des remarques de C. Soler à la Conférence Institutionnelle sur le "Cartel secrétaire" quant à la modification de la place et de l'importance du Conseil dans cette nouvelle formule. Ce rejet portant à l'évidence sur la personne de qui venait les remarques en lui attribuant des intentions supposées malveillantes au lieu de s'en tenir à ce qui était effectivement dit. Beaucoup d'autres remarques pointues, techniques et/ou de doctrine ont été faites par les uns ou les autres ce jour-là qui n'ont pas été traitées de cette manière.
- Accueil dans l'Ecole de la Conversation proposée par J.-A. Miller. A priori c'est très bien, la conversation est un beau concept et un beau projet. Mais de quelle manière ce projet a-t-il été repris au niveau de l'Ecole et de ses membres par le Conseil ? Toujours et encore pour dénoncer les supposées intentions malveillantes de ceux qui, prenant l'invite au sérieux, ont manifesté publiquement qu'ils n'adhéraient pas au contentement unanime, de soi et du Conseil, attendu.

Avec comme conséquences pour les naïfs des mesures d'excommunication et de rétorsion immédiates : "avec les positions que tu as prises, tu ne peux quand même pas t'attendre à ce qu'on te parle encore", est le refrain à la mode depuis quelques mois dans l'Ecole. Et refus systématique par le Conseil de toutes les permutations prévues pour ceux qui se sont ainsi exposés (les exemples sont légion).

- Traiter systématiquement la perte de confiance comme une faute de l'Autre. Il faut quand même ne pas être très fin pour penser que la confiance perdue se regagne à coup de béton et non en réfléchissant à ce qu'on a fait, soi, pour cesser de la mériter.

- Ce Conseil n'a cessé d'intervenir de manière de plus en plus violemment excommunicative. L'instauration de la censure à la rentrée sur AMP-Messenger en est le paradigme. Les messages injurieux, voire quasi racistes (quand on commence à s'attaquer à quelqu'un sur la base d'une particularité physique de sa personne, c'est bien du racisme, non ?), s'étalent sans droit de réponse, sur la liste, des personnes incriminées.

Durant toute cette année et encore maintenant une autre politique était et est toujours possible.

Par exemple, au passé :

- répondre favorablement à la proposition du Directeur de réfléchir sur les conditions du débat dans l'Ecole ;

- attendre un peu pour changer le mode de désignation du Président que la confiance soit revenue à Toulouse et que l'ambiguïté de cette mesure soit ainsi levée : volonté d'écarter P. Bruno, ou volonté d'innover ?

Au présent :

- accueillir clairement dans l'Ecole les travaux passionnants et vivants produits par les Forums au lieu de les rejeter et d'en priver ainsi la communauté. Pourquoi ne pas envisager un numéro spécial de la Lettre Mensuelle : florilège des Forums comme il y a eu un florilège des ACF ?

Pourquoi risquer de perdre ceux qui en s'engageant dans les Forums ont fait la preuve de l'authentique désintéressement en matière de profit et d'arrivisme social, de l'exigence épistémique qui les anime ?

Bref, je n'approuve pas la politique timide, statique et violente de ce Conseil qui brise la communauté de travail, sa politique irresponsable aussi qui toujours rejette sur l'Autre la faute de ce qui ne va pas ou s'abrite derrière un Autre, "père vivant", pour se décharger sur lui de la responsabilité des rares décisions prises. Cette politique, en un an, a mené l'Ecole au bord du gouffre, je serais curieuse de savoir ce qu'une autre politique responsable, vivante, et déterminée pourrait obtenir dans le même laps de temps.

Même au foot, on ne reprend pas une équipe qui perd.

